

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Oui, monsieur l'Orateur, j'ai les noms de ceux qui participent aux réunions et, si la Chambre le permet, je vais les lire. Le professeur Albert Breton de l'institut d'analyse des politiques et de la section d'économie politique de l'Université de Toronto...

**M. l'Orateur:** A l'ordre! Je reconnais la bonne volonté du très hon. premier ministre qui désire donner ces renseignements aujourd'hui, mais dans l'intérêt de la Chambre et de la période de questions, puis-je souligner qu'il s'agit ici de renseignements à demander au *Feuilleton*, pour gagner du temps? Peut-être le premier ministre voudra-t-il bien déposer ces renseignements, pour faire plus vite.

**M. Broadbent:** Monsieur l'Orateur, nous sommes tout à fait d'accord avec cette proposition, si elle convient au premier ministre.

\* \* \*

### LES FINANCES

#### LE PROJET DE CONCESSIONS FISCALES POUR UNE RELANCE DE L'ÉCONOMIE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Finances. Compte tenu de sa volonté de stabiliser et de faire progresser l'économie du pays en intervenant de la façon dont il le fait, et compte tenu du fait que l'indice du produit national réel a baissé pendant cinq mois de suite ce qui montre que notre pays est à deux doigts d'une récession, à moins qu'il n'y soit déjà, le ministre et le gouvernement étudient-ils la possibilité de prendre les mêmes mesures pratiques que celles qu'a recommandées au Congrès des États-Unis le Président Ford, c'est-à-dire des dégrèvements d'impôts importants visant à ranimer l'économie nationale?

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je vais demander au député de relire l'exposé budgétaire du 18 novembre dernier. Il se rappellera que c'était en prévision du ralentissement économique, maintenant plus évident par suite de la chute de nos exportations vers les États-Unis, le Japon et le marché britannique, dont les économies sont dans le marasme, et aussi le relâchement de la construction domiciliaire, que la stimulation économique pour le prochain exercice fiscal se manifeste par un déficit net de 3 milliards. Le député devrait également se rappeler l'attitude du président des États-Unis en octobre et la nouvelle position qu'il vient d'adopter. Sans accepter toutes les répercussions de son dernier message au Congrès sur l'état de l'union, car je n'en ai pas terminé l'analyse, les réductions d'impôt qu'il recommande maintenant au peuple américain et au Congrès, en regard de la surtaxe qu'il avait préconisée en octobre, sont les mêmes réductions d'impôt, compte tenu de la taille de notre économie, que nous avons proposées à la Chambre il y a quelques mois.

### Questions orales

**M. Hees:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. C'est après avoir lu et relu l'exposé budgétaire que j'ai posé cette question. De toute évidence, il n'y a rien dans le budget qui soit propre à ranimer l'économie. Je demande de nouveau au ministre s'il ne pourrait pas essayer de s'ouvrir les yeux, comme l'a fait le président Ford, et de se rendre compte que la situation se détériorant sans cesse, il faut imaginer des mesures appropriées.

\* \* \*

[Français]

### QUESTIONS OUVRIÈRES

#### ON SUGGÈRE UNE AUGMENTATION DU SALAIRE MINIMUM—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Réal Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre du Travail.

Récemment le ministre recevait une lettre de M. Frank Manoni, directeur des affaires du *Labour's International Union of North America*, dans laquelle les travailleurs se plaignent de ne recevoir que \$2.30 l'heure, soit le salaire minimum, ce qui veut dire \$92 bruts par semaine. Le ministre a-t-il l'intention, étant donné que dans le district d'Ottawa le coût de la vie est terriblement plus élevé qu'au Québec ou ailleurs au Canada, de donner suite aux justes réclamations de ces travailleurs à l'emploi du *Labour's International Union of North America*?

[Traduction]

**L'hon. John C. Munro (ministre du Travail):** Oui, monsieur l'Orateur, le gouvernement compte étudier la possibilité d'accroître le minimum actuel.

\* \* \*

### L'HABITATION

#### LES PROGRAMMES D'AMÉLIORATION DES QUARTIERS ET DES HABITATIONS URBAINES—DEMANDE DE RELANCE ACCÉLÉRÉE

**M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Les résultats du programme d'amélioration des quartiers et du programme d'aide à la remise en état des quartiers n'étant pas ceux que l'on avait prévus, le ministre voudrait-il indiquer s'il va relancer plus activement ces programmes, de concert avec les provinces. Lui a-t-on signalé certains problèmes concernant le partage des frais avec les provinces pauvres?

**L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines):** Monsieur l'Orateur, je reconnais que le programme a été d'une mise en œuvre plus lente que nous ne l'avions souhaité, mais il commence déjà à produire les résultats escomptés. Toutes les provinces ont maintenant signé des accords. Cependant, c'est une entreprise à laquelle il faut mettre le temps et qui comporte des difficultés nombreuses et complexes, d'où la nécessité pour le gouvernement de s'en occuper. Maintenant que les provinces se sont exécutées, les choses devraient aller plus rondement en 1975. Je dois rencontrer tous les ministres provinciaux responsables du logement dès jeudi prochain, et cette question figurera à notre ordre du jour.